

Etats	Date du dépôt de l'instrument de ratification	Date de l'entrée en vigueur	Staten	Datum van neerlegging van de bekrachtigingsoorkonde	Datum van inwerkingtreding
EQUATEUR	11 avril 1990	11 avril 1991	GUATEMALA	18 april 1989	18 april 1990
ESPAGNE	2 août 1990	2 août 1991	JOEGOSLAVIE	29 mei 1989	29 mei 1990
FINLANDE	20 juin 1988	20 juin 1989	KAMEROEN	20 februari 1989	20 februari 1990
GUATEMALA	18 avril 1989	18 avril 1990	KROATIE	8 oktober 1991	8 oktober 1992
NORVEGE	4 février 1992	4 février 1993	NOORWEGEN	4 februari 1992	4 februari 1993
OUGANDA	27 mars 1990	27 mars 1991	SLOVENIE	29 mei 1992	29 mei 1993
SLOVENIE	29 mai 1992	29 mai 1993	SPANJE	2 augustus 1990	2 augustus 1991
SUEDE	2 septembre 1987	16 juin 1989	UGANDA	27 maart 1990	27 maart 1991
SUISSE	16 juin 1992	16 juin 1993	URUGUAY	6 septembre 1995	6 september 1996
URUGUAY	6 septembre 1995	6 septembre 1996	ZWEDEN	2 september 1987	16 juni 1989
YOUgosLAVIE	29 mai 1989	29 mai 1990	ZWITSERLAND	16 juni 1992	16 juni 1993

MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES,
MINISTRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
ET MINISTRE DES FINANCES

F. 97 — 737

[C - 97/11036]

10 JANVIER 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1977 déterminant les garanties de sécurité que doivent présenter certaines machines, appareils et canalisations électriques

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 juillet 1961 relative aux garanties de sécurité et de salubrité que doivent présenter les machines, les parties de machines, le matériel, les outils, les appareils, les récipients et les équipements de protection, notamment l'article 1^{er}, § 1^{er}, modifié par la loi du 7 juillet 1994, et l'article 2, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 22 décembre 1989;

Vu la directive 73/23/CEE du 19 février 1973 du Conseil, concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension, modifiée par la directive 93/68/CEE du 22 juillet 1993 du Conseil;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1977 déterminant les garanties de sécurité que doivent présenter certaines machines, appareils et canalisations électriques, modifié par les arrêtés royaux du 12 août 1981 et du 6 juillet 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie, de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 mars 1977 déterminant les garanties de sécurité que doivent présenter certaines machines, appareils et canalisations électriques, modifié par l'arrêté royal du 12 août 1981, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux machines, appareils et canalisations électriques destinés à être employés à une tension nominale comprise entre 50 et 1 000 V pour le courant alternatif et 75 et 1 500 V pour le courant continu.

Toutefois, il n'est pas applicable :

1. — aux machines, appareils et canalisations d'électroradiologie et d'électricité médicale;
- aux parties électriques des ascenseurs et monte-charge;
- aux compteurs électriques;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN,
MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
EN MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 97 — 737

[C - 97/11036]

10 JANUARI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1977 tot vaststelling van de veiligheidswaarborgen welke bepaalde elektrische machines, apparaten en leidingen moeten bieden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 11 juli 1961 betreffende de waarborgen welke de machines, de onderdelen van machines, het materieel, de werktuigen, de toestellen, de recipiënten en de beschermingsmiddelen inzake veiligheid en gezondheid moeten bieden, inzonderheid op artikel 1, § 1, gewijzigd bij de wet van 7 juli 1994, en artikel 2, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989;

Gelet op de richtlijn 73/23/EEG van de Raad van 19 februari 1973 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke voorschriften der Lidstaten inzake elektrisch materiaal bestemd voor gebruik binnen bepaalde spanningsgrenzen, gewijzigd door de richtlijn 93/68/EEG van de Raad van 22 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1977 tot vaststelling van de veiligheidswaarborgen welke bepaalde elektrische machines, apparaten en leidingen moeten bieden, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 12 augustus 1981 en 6 juli 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie, van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën, van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 maart 1977 tot vaststelling van de veiligheidswaarborgen welke bepaalde elektrische machines, apparaten en leidingen moeten bieden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de elektrische machines, apparaten en leidingen bestemd voor een nominale wisselspanning tussen 50 en 1 000 V en een nominale gelijkspanning tussen 75 en 1 500 V.

Het is echter niet van toepassing op :

1. — de elektroradiologische en elektromedische machines, toestellen en leidingen;
- de elektrische gedeelten van personen- en goederenliften;
- de elektriciteitsmeters;

— aux machines, appareils et canalisations électriques pour ce qui concerne les perturbations radioélectriques;

— aux machines, appareils et canalisations électriques spécialisés, destinés à être utilisés sur les navires ou les avions et dans les chemins de fer, répondant aux dispositions de sécurité établies par des organismes internationaux dont les Etats membres de l'Union européenne font partie;

2. aux machines, appareils et canalisations électriques destinés à l'exportation vers des pays autres que ceux de l'Union européenne.

Les dispositions de l'article 8, §§ 1^{er} et 3, et l'article 9 du présent arrêté ne sont pas applicables aux prises de courant à usage domestique et aux dispositifs d'alimentation de clôtures électriques".

Art. 2. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. § 1^{er}. Avant la mise sur le marché, le matériel électrique visé à l'article 1^{er} doit être muni du marquage CE prévu à l'article 9, qui indique la conformité aux dispositions du présent arrêté royal, y compris la procédure d'évaluation de conformité décrite à l'annexe II.

§ 2. En cas de contestation, le fabricant ou l'importateur peut présenter un rapport, établi par un organisme notifié conformément à la procédure prévue à l'article 12, relatif à la conformité du matériel électrique aux dispositions de l'article 3.

§ 3. a) Lorsqu'un matériel électrique fait l'objet d'autres réglementations transposant des directives européennes portant sur d'autres aspects et prévoyant l'apposition du marquage CE, celui-ci indique que ce matériel est également présumé conforme aux dispositions de ces autres réglementations.

b) Toutefois, lorsqu'une ou plusieurs de ces réglementations laissent le choix au fabricant, pendant une période transitoire, du régime à appliquer, le marquage CE indique la conformité aux dispositions des seules réglementations appliquées par le fabricant. Dans ce cas, les références des réglementations appliquées doivent être inscrites sur les documents, notices ou instructions requis par ces réglementations et accompagnant le matériel électrique. »

Art. 3. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. § 1^{er}. Le marquage CE visé à l'annexe I est apposé par le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté sur le matériel électrique ou, si ce n'est pas possible, sur l'emballage, sur la notice d'emploi ou sur son bon de garantie, de manière visible, facilement lisible et indélébile.

§ 2. Il est interdit d'apposer sur les matériels électriques des marquages susceptibles de tromper les tiers sur la signification et le graphisme du marquage CE. Tout autre marquage peut être apposé sur le matériel électrique, son emballage, sur la notice d'emploi ou sur le bon de garantie, à condition de ne pas réduire la visibilité et la lisibilité du marquage CE.

§ 3. Sans préjudice des dispositions de l'article 11 :

a) tout constat, par le Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions, de l'apposition indue du marquage CE entraîne pour le fabricant ou pour son mandataire établi dans la Communauté l'obligation de remettre le produit en conformité en ce qui concerne les dispositions sur le marquage CE et de faire cesser l'infraction dans les conditions fixées par le Ministre;

b) si la non-conformité persiste, le Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions prend toutes les mesures appropriées pour restreindre ou interdire la mise sur le marché du produit en cause ou assurer son retrait du marché selon la procédure prévue à l'article 11. »

Art. 4. L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. § 1^{er}. Pour être agréés et le rester, les organismes notifiés habilités à établir les rapports visés à l'article 8 doivent être situés sur le territoire belge et satisfaire aux conditions figurant à l'annexe III ainsi qu'aux critères généraux en matière de laboratoires d'essais, d'organismes de contrôle et d'organismes de certification déterminés dans les normes de la série NBN-EN 45000 qui leur sont applicables.

Le Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions fixe la date à partir de laquelle et les modalités selon lesquelles les organismes doivent apporter la démonstration de leur conformité aux

— de électriques machines, toestellen en leidingen voor wat betreft de radio-elektrische storingen;

— de gespecialiseerde elektrische machines, toestellen en leidingen bestemd om in schepen of vliegtuigen of bij de spoorwegen te worden gebruikt, die beantwoorden aan de veiligheidsvoorschriften welke zijn vastgesteld door internationale instellingen, waarbij de Lidstaten van de Europese Unie zijn aangesloten;

2. de elektrische machines, apparaten en leidingen die voor de uitvoer naar andere landen dan deze van de Europese Unie bestemd zijn.

De bepalingen van artikel 8, §§ 1 en 3, en artikel 9 van dit besluit zijn niet van toepassing op de stopcontacten voor huishoudelijk gebruik en de voedingsinrichtingen van elektrische ardstuivingen".

Art. 2. Art. 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 8. § 1. Het in artikel 1 bedoelde elektrische materieel moet, voordat het in de handel wordt gebracht, voorzien zijn van de in artikel 9 bedoelde CE-markering, die aangeeft dat het voldoet aan de voorschriften van dit koninklijk besluit, met inbegrip van de in bijlage II beschreven overeenstemmingsbeoordelingsprocedure.

§ 2. In geval van betwisting kan de fabrikant of de invoerder een, door een volgens de procedure van artikel 12 aangemelde instantie opgesteld, verslag voorleggen inzake het overeenstemmen van het elektrisch materieel met de bepalingen van artikel 3.

§ 3. a) Indien elektrisch materieel onder andere reglementeringen valt die Europese richtlijnen met betrekking tot andere aspecten omzetten en die voorzien in het aanbrengen van de CE-markering, geeft deze markering aan dat dit materieel geacht wordt ook aan de voorschriften van deze andere reglementeringen te voldoen.

b) Indien echter in één of meer van deze reglementeringen gedurende een overgangperiode de fabrikant de keuze van de toe te passen regeling wordt gelaten, geeft de CE-markering alleen aan dat het elektrische materieel aan de voorschriften van de door de fabrikant toegepaste reglementeringen voldoet. In dat geval moeten de referenties van de toegepaste reglementeringen worden vermeld op de door deze reglementeringen vereiste documenten, handleidingen of gebruiksaanwijzingen die bij dit elektrische materieel zijn gevoegd. »

Art. 3. Art. 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. § 1. De in bijlage I bedoelde CE-markering wordt door de fabrikant of zijn in de Gemeenschap gevestigde gevolmachtigde zichtbaar, gemakkelijk leesbaar en onuitwisbaar aangebracht op het elektrische materieel of, als dit niet mogelijk is, op de verpakking, de gebruiksaanwijzing of het garantiebewijs.

§ 2. Op elektrisch materieel mogen geen andere markeringen worden aangebracht die dertien kunnen misleiden omtrent de betekenis of de grafische vorm van de CE-markering. Op het elektrische materieel, de verpakking, de gebruiksaanwijzing of het garantiebewijs mogen andere markeringen worden aangebracht op voorwaarde dat de zichtbaarheid en de leesbaarheid van de CE-markering niet worden verminderd.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van artikel 11 :

a) wanneer de Minister, tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, vaststelt dat de CE-markering ten onrechte is aangebracht, ontstaat voor de fabrikant of zijn in de Gemeenschap gevestigde gevolmachtigde de verplichting om het produkt in overeenstemming te brengen met de bepalingen inzake de CE-markering en aan de overtreding een einde te maken onder de door de Minister gestelde voorwaarden;

b) indien de tekortkoming blijft bestaan, treft de Minister, tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, alle nodige maatregelen om overeenkomstig de procedure van artikel 11 het in de handel brengen van het betrokken produkt te beperken of te verbieden dan wel het uit de handel te laten nemen. » ;

Art. 4. Art. 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 12. § 1. Om erkend te worden en het te blijven dienen de aangemelde instanties, bevoegd om de in artikel 8 bedoelde verslagen op te stellen, op het Belgisch grondgebied gelegen te zijn en te voldoen aan de voorwaarden opgenomen in bijlage III alsook aan de algemene criteria inzake beproevingslaboratoria, keuringsinstellingen en certificatieinstellingen, die bepaald zijn in de normen van de reeks NBN-EN 45000 die op hen van toepassing zijn.

De Minister, tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, bepaalt de datum vanaf wanneer en de modaliteiten volgens dewelke de instanties het bewijs moeten leveren dat zij conform zijn met de

normes de la série NBN-EN 45000 qui leur sont applicables par la présentation d'une accréditation délivrée sur base de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle ainsi que des laboratoires d'essais.

§ 2. La demande d'agrément est adressée au Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions, sous pli recommandé à la poste. Elle est accompagnée des pièces destinées à établir que l'organisme satisfait aux conditions visées au § 1.

§ 3. La demande est examinée par les fonctionnaires et agents visés à l'article 14. Ils peuvent se faire assister par des experts.

§ 4. Au terme de l'examen visé au § 3, la demande d'agrément, accompagnée d'une proposition d'octroi ou de refus, est soumise pour avis à la commission visée à l'article 13.

§ 5. Après avoir recueilli l'avis favorable de la commission visée à l'article 13, les fonctionnaires et agents soumettent la proposition d'agrément au Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions, qui prend une décision.

Lorsque la commission visée à l'article 13 rend un avis négatif sur la demande d'agrément, cet avis est communiqué, avec indication des motifs, à l'organisme concerné par lettre recommandée à la poste.

§ 6. L'agrément est accordé pour une durée maximale de cinq ans.

La demande de renouvellement de l'agrément est introduite au plus tard six mois avant l'expiration de la durée de l'agrément, conformément aux dispositions du § 2.

§ 7. Les fonctionnaires et agents visés à l'article 14 peuvent entrer librement dans les locaux des organismes agréés notifiés. Ils peuvent réclamer et vérifier tous les documents et données utiles attestant du respect des conditions d'agrément fixées par le présent arrêté. Si nécessaire, ils se font confier les documents ou une copie des documents permettant le contrôle.

Lorsqu'un ou plusieurs critères visés au § 1 ne sont plus respectés, ils fixent un délai, permettant à l'organisme agréé notifié de se mettre en ordre. Ce délai ne peut excéder trois mois.

Tous litiges ou toutes difficultés d'ordre technique pouvant résulter de l'application du présent arrêté sont soumis à l'avis de la commission visée à l'article 13.

§ 8. Le Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions peut retirer, par décision motivée, l'agrément accordé à un organisme, après avoir pris l'avis de la commission visée à l'article 13 :

1° si, à l'issue du délai fixé par le fonctionnaire compétent pour se conformer aux critères visés au § 1, il ne satisfait toujours pas à ces critères;

2° si, en qualité d'organisme agréé, il exerce des activités dans un domaine pour lequel l'agrément n'est pas accordé.

Le retrait de l'agrément est notifié par le Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions à l'organisme agréé notifié, par lettre recommandée à la poste.

§ 9. Tout recours dans le cas où l'agrément d'un organisme notifié est refusé ou retiré doit être motivé et introduit, par lettre recommandée à la poste, auprès du Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions, dans les trente jours à compter de la date d'envoi de la décision de refus ou de retrait. Les recours sont suspensifs des décisions contestées.

En possession des résultats de réexamen auquel il est procédé, conformément au §§ 3 et 4, le Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions statue, après avoir pris l'avis émis par la commission visée à l'article 13, sur ce recours.

§ 10. Les organismes qui ont été notifiés à la Commission européenne avant la date de publication du présent arrêté pour effectuer les procédures visées à l'article 8 disposent d'un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté pour se mettre en conformité avec les dispositions du § 1.

§ 11. Le Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions publie la liste des organismes agréés notifiés au *Moniteur belge*. La liste mentionne, en outre, les organismes que les autres Etats membres ont fait connaître au Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions. »

normes van de reeks NBN-EN 45000, die op hen van toepassing zijn, en dit door voorlegging van een accreditatie afgeleverd op basis van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen alsmede van beproevingslaboratoria.

§ 2. De erkenningsaanvraag dient gericht te worden aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, bij een ter post aangetekend schrijven. Zij moet vergezeld zijn van de stukken, bestemd om vast te stellen dat de instantie aan de in § 1 bedoelde voorwaarden voldoet.

§ 3. De aanvraag wordt onderzocht door de in artikel 14 bedoelde ambtenaren en beambten. Ze kunnen zich laten bijstaan door deskundigen.

§ 4. Na het onderzoek bedoeld in § 3, wordt de erkenningsaanvraag, vergezeld van een voorstel van toekennen of weigering, voor advies voorgelegd aan de commissie bedoeld in artikel 13.

§ 5. Na ontvangst van het gunstig advies van de commissie bedoeld in artikel 13, leggen de ambtenaren en beambten het voorstel van erkenning voor aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, die een beslissing treft.

Indien de commissie bedoeld in artikel 13 een negatief advies verleent over de erkenningsaanvraag wordt dit advies, met vermelding van de redenen, meegedeeld aan de betrokken instantie bij een ter post aangetekend schrijven.

§ 6. De erkenning wordt toegekend voor een maximale duur van vijf jaar.

De aanvraag tot vernieuwing van de erkenning wordt ten laatste zes maanden vóór het verval van de duur van de erkenning ingediend, overeenkomstig de bepalingen van § 2.

§ 7. De ambtenaren en beambten, bedoeld in artikel 14 hebben vrije toegang tot de lokalen van de erkende aangemelde instanties. Zij kunnen alle documenten en nuttige gegevens, nodig voor de vaststelling van het naleven van de erkenningsvoorwaarden vastgelegd bij dit besluit, opeisen en nakijken. Indien nodig, laten zij zich de documenten of een kopie van de documenten geworden, die een controle toelaten.

Indien één of meerdere criteria, bedoeld in § 1 niet meer worden nagekeerd, leggen zij een termijn vast die de erkende aangemelde instantie toelaat om zich in orde te stellen. Deze termijn kan maximaal drie maanden duren.

Elke geschil of alle technische moeilijkheden die kunnen voortvloeien uit de toepassing van dit besluit worden aan het advies van de commissie bedoeld in artikel 13 voorgelegd.

§ 8. De Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren kan, bij gemotiveerde beslissing, de erkenning verleend aan een instantie intrekken, na advies van de commissie bedoeld in artikel 13 :

1° indien zij, na afloop van de termijn, vastgelegd door de bevoegde ambtenaar om zich te schikken naar de criteria, bedoeld in § 1, nog steeds niet aan deze criteria voldoet;

2° indien zij, in de hoedanigheid van erkende aangemelde instantie, activiteiten uitoefent in een gebied waarvoor de erkenning niet werd toegekend.

De intrekking van de erkenning wordt door de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren aan de erkende aangemelde instantie betekend bij een ter post aangetekend schrijven.

§ 9. Elk beroep, in geval van een weigering of intrekking van een erkenning van een aangemelde instantie, dient gemotiveerd te worden en bij een ter post aangetekend schrijven ingediend bij de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de datum van verzending van de beslissing van weigering of intrekking. Het beroep schort de aangevochten beslissingen op.

Nadat hij in het bezit is gesteld van de resultaten van het hernieuwd onderzoek, dat werd ondernomen overeenkomstig §§ 3 en 4, beslist de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, na advies van de commissie bedoeld in artikel 13, over dit beroep.

§ 10. De instanties die vóór de datum van publicatie van dit besluit bij de Europese Commissie werden aangemeld voor de uitvoering van de procedures bedoeld in artikel 8 beschikken over een termijn van drie jaar te rekenen vanaf de datum van publicatie van dit besluit om zich te schikken naar de bepalingen van § 1.

§ 11. De Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren maakt de lijst van de erkende aangemelde instanties in het *Belgisch Staatsblad* bekend. Die lijst maakt ook melding van de instanties waarvan door de andere Lidstaten aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren kennis is gegeven. »

Art. 5. Dans l'article 13 du même arrêté, les §§ 1^{er} et 2 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Il est institué une commission permanente consultative chargée de donner son avis au Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions, sur les questions dont elle est saisie, conformément aux dispositions des articles 7, 11 et 12. »

« § 2. La Commission est composée de treize membres : un délégué du Ministère de l'Emploi et du Travail, un du Ministère des Finances, deux du Ministère des Affaires économiques, trois des organismes visés à l'article 12 et six des organisations représentées au Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail, ces derniers représentant, en nombre égal, les organisations les plus représentatives des employeurs et les organisations les plus représentatives des travailleurs.

Il est nommé autant de membres suppléants que la commission comprend de membres.

Les délégués et leurs suppléants sont nommés par les Ministres concernés; ceux des organismes visés à l'article 12 le sont par le Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions et ceux des organisations représentées au Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail, par le Ministre de l'Emploi et du Travail.

La présidence de la commission est assurée par le délégué de l'Administration de l'Energie du Ministère des Affaires économiques et en son absence par celui du Ministère de l'Emploi et du Travail. »

Art. 6. L'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 juillet 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire,

1° la haute surveillance de l'observation des prescriptions du présent arrêté est exercée par les fonctionnaires et agents de l'Administration de l'Energie du Ministère des Affaires économiques;

2° le contrôle de l'observation des dispositions du présent arrêté est exercé par :

— les fonctionnaires et agents de l'Administration de la Sécurité du travail du Ministère de l'Emploi et du Travail;

— les fonctionnaires et agents de l'Administration de la Qualité et de la Sécurité du Ministère des Affaires économiques;

— les fonctionnaires et agents de l'Administration de l'Inspection économique du Ministère des Affaires économiques;

— Les fonctionnaires et agents de l'Administration des douanes et accises du Ministère des Finances. »

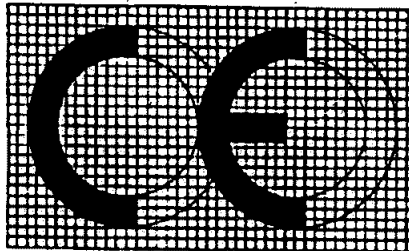
Art. 7. Le même arrêté est complété par les annexes suivantes :

*ANNEXE I

Marquage CE de conformité et déclaration CE de conformité

A. Marquage CE de conformité

— Le marquage CE de conformité est constitué des initiales CE selon le graphisme suivant :



— En cas de réduction ou d'agrandissement du marquage CE, les proportions telles qu'elles ressortent du graphisme gradué figurant ci-dessus doivent être respectées.

— Les différents éléments du marquage CE doivent avoir sensiblement la même dimension verticale, laquelle ne peut pas être inférieure à 5 mm.

Art. 5. In art. 13 van hetzelfde besluit worden de §§ 1 en 2 respectievelijk vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. Er wordt een vaste raadgevende commissie ingesteld die tot taak heeft de Minister, tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, van advies te dienen over de problemen die haar overeenkomstig de bepalingen van artikelen 7, 11 en 12 werden voorgelegd. »

« § 2. De Commissie bestaat uit dertien leden : een afgevaardigde van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, een van het Ministerie van Financiën, twee afgevaardigden van het Ministerie van Economische Zaken, drie van de in artikel 12 bedoelde instanties en zes van de organisaties vertegenwoordigd in de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk, deze laatste vertegenwoordigen in gelijk aantal de meest representatieve werkgeversorganisaties en de meest representatieve werknemersorganisaties.

Er worden evenveel plaatsvervangende leden benoemd als de commissie leden telt.

De afgevaardigden en hun plaatsvervangers worden door de betrokken Ministers benoemd; die van de in artikel 12 bedoelde instanties, door de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren en die van de organisaties vertegenwoordigd in de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk, door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

Het voorzitterschap van de commissie wordt waargenomen door de afgevaardigde van het Bestuur Energie van het Ministerie van Economische Zaken en bij diens afwezigheid door de afgevaardigde van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid. »

Art. 6. Art. 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 6 juli 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 14. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie,

1° wordt het hoog toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit uitgeoefend door de ambtenaren en beambten van het Bestuur Energie van het Ministerie van Economische Zaken;

2° wordt de controle op de naleving van de bepalingen van dit besluit uitgeoefend door :

— de ambtenaren en beambten van de Administratie van de arbeidsveiligheid van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid,

— de ambtenaren en beambten van het Bestuur Kwaliteit en Veiligheid van het Ministerie van Economische Zaken;

— de ambtenaren en beambten van het Bestuur Economische Inspectie van het Ministerie van Economische Zaken;

— de ambtenaren en beambten van de Administratie der douanes en accijnzen van het Ministerie van Financiën. »

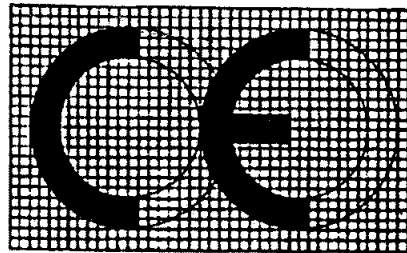
Art. 7. Hetzelfde besluit wordt vervolledigd met de volgende bijlagen :

*Bijlage I

CE-markering van overeenstemming
en EG-verklaring van overeenstemming

A. CE-markering van overeenstemming

— De CE-markering van overeenstemming bestaat uit de initialen CE in de volgende grafische vorm :



— Bij verkleining of vergroting van de CE-markering moeten de verhoudingen van bovenstaande gegradueerde afbeelding in acht worden genomen.

— De onderscheiden onderdelen van de CE-markering moeten nagenoeg dezelfde hoogte hebben, die minimaal 5 mm bedraagt.

B. Déclaration CE de conformité

La déclaration CE de conformité doit comprendre les éléments suivants :

- nom et adresse du fabricant ou de son mandataire établi dans la Communauté,
- description du matériel électrique,
- la référence aux normes harmonisées,
- le cas échéant, la référence aux spécifications par rapport auxquelles la conformité est déclarée,
- l'identification du signataire qui a reçu pouvoir pour engager le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté,
- les deux derniers chiffres de l'année d'apposition du marquage CE.

Annexe II**contrôle interne de la fabrication**

1. Le contrôle interne de la fabrication est la procédure par laquelle le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté, qui remplit les obligations prévues au point 2, assure et déclare que le matériel électrique satisfait aux exigences applicables au présent arrêté. Le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté appose le marquage CE sur chaque produit et établit par écrit une déclaration de conformité.

2. Le fabricant établit la documentation technique décrite au point 3; le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté tient cette documentation, sur le territoire de la Communauté, à la disposition des Autorités à des fins d'inspection pendant une durée d'au moins 10 ans à compter de la dernière date de fabrication du produit.

Lorsque ni le fabricant ni son mandataire ne sont établis dans la Communauté, cette obligation incombe à la personne responsable de la mise sur le marché communautaire du matériel électrique.

3. La documentation technique doit permettre l'évaluation de la conformité du matériel électrique aux exigences du présent arrêté. Elle doit couvrir, dans la mesure nécessaire à cette évaluation, la conception, la fabrication et le fonctionnement du matériel électrique. Elle contient :

- une description générale du matériel électrique,
- des dessins de conception et de fabrication, ainsi que des schémas des composants, sous-ensembles, circuits, etc.,
- les descriptions et explications nécessaires à la compréhension des dessins et des schémas susmentionnés et du fonctionnement du matériel électrique,
- une liste de normes qui ont été appliquées, entièrement ou en partie, et une description des solutions adoptées pour satisfaire aux aspects de sécurité du présent arrêté lorsque des normes n'ont pas été appliquées,
- les résultats des calculs de conception, des contrôles effectués, etc.,
- les rapports d'essais.

4. Le fabricant ou son mandataire conserve, avec la documentation technique, une copie de la déclaration de conformité.

5. Le fabricant prend toutes les mesures nécessaires pour que le procédé de fabrication assure la conformité des produits manufacturés à la documentation technique visée au point 2 et aux exigences applicables du présent arrêté.

Annexe III**Critères pour l'évaluation des organismes**

Les organismes visés à l'article 8 doivent remplir les conditions minimales suivantes :

1. disponibilité en personnel ainsi qu'en moyens et équipements nécessaires;
2. compétence technique et intégrité professionnelle du personnel;
3. indépendance, quant à l'élaboration des rapports prévus par le présent arrêté des cadres et du personnel technique par rapport à tous les milieux, groupements ou personnes, directement ou indirectement intéressés au domaine du produit concerné;
4. respect du secret professionnel par le personnel;

B. EG-Verklaring van overeenstemming

De EG-verklaring van overeenstemming moet de volgende gegevens bevatten :

- naam en adres van de fabrikant of zijn in de Gemeenschap gevestigde gevolmachtigde,
- beschrijving van het elektrische materieel,
- verwijzing naar de geharmoniseerde normen,
- vermelding van, in voorkomend geval, de specificaties waarop de verklaring van overeenstemming betrekking heeft,
- identiteit van de ondertekenaar die gemachtigd is verplichtingen voor de fabrikant of zijn in de Gemeenschap gevestigde gevolmachtigde aan te gaan,
- de laatste twee cijfers van het jaar waarin de CE-markering is aangebracht.

Bijlage II**Interne fabricagecontrole**

1. De interne fabricagecontrole is de procedure waarbij de fabrikant of zijn in de Gemeenschap gevestigde gevolmachtigde, die aan de verplichtingen van punt 2 voldoet, garandeert en verklaart dat het elektrische materieel voldoet aan de desbetreffende eisen van dit besluit. De fabrikant of zijn in de Gemeenschap gevestigde gevolmachtigde brengt op ieder produkt de CE-markering aan en stelt een verklaring van overeenstemming op.

2. De fabrikant stelt de in punt 3 beschreven technische documentatie samen; deze wordt door de fabrikant of zijn in de Gemeenschap gevestigde gevolmachtigde gedurende ten minste tien jaar na de vervaardiging van het laatste produkt voor controledoeleinden ter beschikking gehouden van de bevoegde Overheden op het grondgebied van de Gemeenschap.

Indien noch de fabrikant noch zijn gevolmachtigde in de Gemeenschap gevestigd is, rust deze verplichting op de persoon verantwoordelijk voor het in de Gemeenschap in de handel te brengen elektrisch materieel.

3. Op grond van de technische documentatie moet kunnen worden beoordeeld of het elektrisch materieel voldoet aan de eisen van dit besluit. Voor zover dat voor deze beoordeling nodig is, dient de technische documentatie tevens inzicht te verschaffen in het ontwerp, de fabricage en de werking van het elektrisch materieel; zij bevat :

- een algemene beschrijving van het elektrisch materieel,
- ontwerp- en fabricagetekeningen, alsmede schema's van delen, onderdelen, leidingen, enz.;
- beschrijvingen en toelichtingen die nodig zijn voor het begrijpen van genoemde tekeningen en schema's en van de werking van het elektrisch materieel;
- een lijst van de normen die geheel of gedeeltelijk zijn toegepast en een beschrijving van de oplossingen die zijn gekozen om uit veiligheidsoogpunt aan dit besluit te voldoen ingeval de normen niet zijn toegepast;
- de resultaten van de ontwerp-berekeningen, onderzoeken, enz.;
- de keuringsrapporten.

4. De fabrikant of zijn gevolmachtigde bewaart samen met de technische documentatie een afschrift van de verklaring van overeenstemming.

5. De fabrikant neemt alle nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat het fabricageproces waarborgt dat de produkten in overeenstemming zijn met de in punt 2 bedoelde technische documentatie en met de desbetreffende eisen van dit besluit.

Bijlage III**Criteria voor de beoordeling van instanties**

De in artikel 8 bedoelde instanties moeten aan de volgende minimumvoorwaarden voldoen :

1. beschikbaarheid van personeel, alsmede van de nodige middelen en uitrusting;
2. technische bekwaamheid en professionele integriteit van het personeel;
3. onafhankelijkheid bij het opstellen van verslagen van het kaderpersoneel en het technisch personeel ten aanzien van alle kringen, groeperingen en personen die directe of indirecte belangen hebben op het gebied van het betrokken produkt;
4. bewaring van het beroepsgeheim door het personeel;

5. souscription d'une assurance de responsabilité civile à moins que cette responsabilité ne soit couverte par l'Etat.

Les conditions visées aux points 1 et 2 sont périodiquement vérifiées par les administrations compétentes. »

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Les appareils et équipements qui sont conformes aux régimes de marquage qui sont en vigueur avant la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge* peuvent être mis sur le marché ou mis en service jusqu'au 1^{er} janvier 1997.

Art. 9. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions, Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 janvier 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

5. afsluiting van een burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering, tenzij deze aansprakelijkheid reeds door de Staat wordt gedekt.

Door de bevoegde administraties wordt periodiek gecontroleerd of aan de in de punten 1 en 2 genoemde voorwaarden is voldaan. »

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De toestellen die in overeenstemming zijn met de markeringsregelingen welke vóór de datum van publicatie van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* van kracht zijn, mogen op de markt gebracht worden of in gebruik genomen worden tot 1 januari 1997.

Art. 9. Onze Vice-Eerste Minister en Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën, en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 januari 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,
E. DI RUPO

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 97 — 738

(C - 97/16101)

10 AVRIL 1997. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 6 septembre 1990 portant des mesures temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifiée par les lois des 29 décembre 1990, 20 juillet 1991, 6 août 1993, 21 décembre 1994 et 20 décembre 1995;

Vu la Directive 80/217/CEE, établissant des mesures communautaires de lutte contre la peste porcine classique, modifiée par la Directive 84/645/CEE du Conseil du 11 décembre 1984, la Directive 87/486/CEE du Conseil du 22 septembre 1987 et la Directive 91/685/CEE du Conseil du 11 décembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 15 février 1995 portant des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de porcs à déclaration obligatoire;

Vu l'arrêté royal du 10 septembre 1981 portant des mesures de police sanitaire relatives à la peste porcine classique et la peste porcine africaine, modifié par les arrêtés royaux des 20 avril 1982, 31 janvier 1990, 22 mai 1990, 14 juillet 1995 et 31 octobre 1996, notamment l'article 36bis;

Vu l'arrêté ministériel du 6 septembre 1990 portant des mesures de lutte temporaires en vue de la lutte contre la peste porcine classique, modifié par les arrêtés ministériels des 21 septembre 1990, 12 octobre 1990, 16 novembre 1990, 6 décembre 1990, 28 mai 1991, 15 octobre 1993, 21 octobre 1993, 29 octobre 1993, 24 novembre 1993, 13 janvier 1994, 8 février 1994, 18 février 1994, 10 mars 1994, 17 mars 1994, 22 mars 1994, 1^{er} avril 1994, 15 avril 1994, 20 avril 1994, 28 avril 1994, 27 mai 1994, 8 juin 1994, 21 juin 1994, 1^{er} juillet 1994, 11 juillet 1994, 5 août 1994, 25 août 1994, 20 septembre 1994, 7 octobre 1994, 4 novembre 1994, 28 décembre 1994, 7 février 1997, 17 février 1997, 6 mars 1997, 28 mars 1997 et 9 avril 1997 ainsi que par l'arrêté royal du 14 juin 1993 déterminant les conditions d'équipement pour la détention des porcs;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 97 — 738

(C - 97/16101)

10 APRIL 1997. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 6 september 1990 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de klassieke varkenspest

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990, 20 juli 1991, 6 augustus 1993, 21 december 1994 en 20 december 1995;

Gelet op de Richtlijn 80/217/EEG tot vaststelling van maatregelen ter bestrijding van de klassieke varkenspest, gewijzigd bij Richtlijn 84/645/EEG van de Raad van 11 december 1984, Richtlijn 87/486/EEG van de Raad van 22 september 1987 en Richtlijn 91/685/EEG van de Raad van 11 december 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 februari 1995 houdende bijzondere maatregelen van epidemiologisch toezicht op en preventie van aangifteplichtige varkensziekten;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 september 1981 houdende maatregelen van diergeneeskundige politie betreffende de klassieke varkenspest en de Afrikaanse varkenspest, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 april 1982, 31 januari 1990, 22 mei 1990, 14 juli 1995 en 31 oktober 1996, inzonderheid op het artikel 36bis;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 september 1990 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de klassieke varkenspest, gewijzigd bij de ministerieel besluiten van 21 september 1990, 12 oktober 1990, 16 november 1990, 6 december 1990, 28 mei 1991, 15 oktober 1993, 21 oktober 1993, 29 oktober 1993, 24 november 1993, 13 januari 1994, 8 februari 1994, 18 februari 1994, 10 maart 1994, 17 maart 1994, 22 maart 1994, 1 april 1994, 15 april 1994, 20 april 1994, 28 april 1994, 27 mei 1994, 8 juni 1994, 21 juni 1994, 1 juli 1994, 11 juli 1994, 5 augustus 1994, 25 augustus 1994, 20 september 1994, 7 oktober 1994, 4 november 1994, 28 december 1994, 7 februari 1997, 17 februari 1997, 6 maart 1997, 28 maart 1997 en 9 april 1997 en bij koninklijk besluit van 14 juni 1993 tot bepaling van de uitrustingsvoorwaarden voor het houden van varkens;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;